Saint-Denis (93) : « On nous chasse de partout » : des Roms accusent la police de Bally Bagayoko (LFI) de harcèlement, lui qui dénonçait le racisme policier

10/11/2026 à 15h32



Des familles roms accusent la police municipale de Saint-Denis de harcèlement après plusieurs évacuations d'un terrain privé qu'elles occupaient sans autorisation. Le maire LFI Bally Bagayoko dénonçait, un mois auparavant, le racisme dans les interventions de la police nationale contre les lycéens.

« C'est inhumain ce qu'on nous fait. On nous chasse de partout », témoigne Liliana, 36 ans, auprès du Monde.

Selon l'enquête publiée le 8 novembre 2026 par Claire Ané, les familles ont été délogées à trois reprises, les 22 et 23 octobre, d'un terrain privé du quartier de Confluence, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). La police nationale est intervenue le 22 octobre ; la police municipale a effectué deux interventions le lendemain. La mairie reconnaît que ses agents ont démonté un abri de fortune pour empêcher une nouvelle installation.

Le quotidien juge ces évacuations illégales en l'absence d'une décision de justice ou d'un arrêté administratif autorisant l'expulsion du lieu de vie. Les familles disent avoir été régulièrement réveillées la nuit par des policiers municipaux et dénoncent des comportements agressifs. Aucune condamnation judiciaire n'est mentionnée à ce stade.

Bally Bagayoko dénonçait le racisme policier en octobre

Le 10 octobre, le maire de Saint-Denis avait estimé, dans un entretien au quotidien espagnol *El País*, qu'il existait du racisme dans les interventions policières contre les manifestants lycéens. Ces propos avaient été rapportés par Le Parisien et déjà évoqués sur Fdesouche.

L'affaire des familles roms soulève aujourd'hui des questions sur les pratiques de la police municipale de sa propre ville. Il s'agit toutefois de deux corps de police et de deux contextes d'intervention distincts ; les familles accusent les agents municipaux de harcèlement, mais ne formulent pas, dans les éléments rapportés, d'accusation personnelle de racisme contre Bally Bagayoko.

La mairie reconnaît les interventions et conteste l'absence d'accompagnement

La municipalité confirme les deux interventions du 23 octobre et affirme que des rendez-vous immédiats avec les services sociaux ont été proposés aux familles, ce que conteste l'association La Voix des Rroms. Sollicitée sur les accusations de comportements agressifs et de harcèlement, la ville invite à lui transmettre les signalements.

Le 23 octobre, Bally Bagayoko avait par ailleurs écrit au préfet pour dénoncer le sort des personnes évacuées d'un **autre campement**, celui de La Briche, le 21 octobre. Cette intervention du maire ne concernait donc pas directement le terrain de Confluence.

Photo d'archives : Bally Bagayoko lors d'un rassemblement en novembre 2025.

Sources : Le Monde, Claire Ané, 8 novembre 2026 ; Le Parisien, 10 octobre 2026.